

moins, dans plusieurs de ces pays, cette unité ne s'est pas faite sans que certains personnages qui jouaient depuis longtemps un rôle dans les conseils de la nation aient dû se retirer.

Si nous examinons bien les faits, nous constaterons en outre que la grande nation française gît prostrée sous le talon nazi parce que les machinations égoïstes du privilège et des classes dominantes, ainsi que le manque de foi de certaines parties de la classe ouvrière dans les institutions démocratiques, avaient rendu l'unité impossible.

Si nous envisageons les faits, la troisième chose que nous constaterons c'est que le Canada a autant besoin d'union que les pays que j'ai mentionnés. Cette union, je le répète, est importante non seulement à cause du rôle que nous jouons dans le conflit, mais à cause des problèmes que nous devons résoudre quand la paix sera rétablie.

Un des problèmes que le Canada devra résoudre c'est de rechercher comment nous pourrions obtenir l'union au pays. J'estime que l'élément essentiel à la création de l'unité nationale c'est que la population comprenne parfaitement :

1. Pourquoi nous sommes en guerre.

(2) Pourquoi et comment nous nous sommes librement et volontairement engagés dans la guerre et

(3) Quels avantages, en tant que peuple, nous comptons en retirer.

Le premier et le dernier point sont particulièrement importants car, à moins de savoir pourquoi nous combattons et quels seront les fruits de la lutte ou des sacrifices que nous devons faire, nous ne pouvons conserver l'enthousiasme et le courage nécessaires à une lutte de cette nature.

Si nous n'avons pas aujourd'hui l'unité désirée, c'est que le Gouvernement ne s'est pas véritablement efforcé de faire comprendre au peuple les trois facteurs que je viens de mentionner. Il y a eu de la réticence de la part du Gouvernement, un refus de reconnaître et de proclamer le caractère révolutionnaire du conflit et de faire observer qu'il constitue une rupture complète avec les principes politiques et économiques en cours depuis un quart de siècle—principes qui ont inévitablement et inexorablement entraîné la guerre.

Jeudi dernier, les honorables députés ont pu écouter l'émouvant et éloquent discours de l'honorable député de Richelieu-Verchères (M. Cardin). Pour ma part, j'ai trouvé dans ces discours bien des points que j'approuve et je crois qu'il y en avait beaucoup que tous les députés ont approuvés. J'ai été de son avis quand il a accusé le Gouvernement d'avoir manqué de franchise au sujet de la conscrip-

tion. J'ai moi-même mentionné ce point dans mon discours sur l'adresse en réponse au discours du Trône. Et puisque d'autres honorables députés ont cité des passages des débats de la présente session, je demande la permission de citer un bref extrait de mon propre discours à cette occasion. J'ai fait observer qu'en raison de la manière dont nous avons été saisis de la question du plébiscite, une partie du pays y voyait un vote pour la conscription et l'autre partie y voyait simplement un vote destiné à délier le Gouvernement de promesses qu'il avait faites. Le groupe auquel j'appartiens a proposé que la question de la conscription fût posée au peuple canadien d'une façon claire et nette. C'est en songeant à cela que j'ai dit, comme en fait foi le Hansard du 5 février :

Le groupe dont je fais partie, ainsi que nous l'avons déjà dit, est en faveur d'un plébiscite sur la question même de la conscription, car nous croyons que c'est la seule question qui doit se poser devant la population canadienne aujourd'hui.

Nous favorisons une consultation sur deux questions: a) la conscription des ressources en hommes; b) la conscription des ressources matérielles, de l'industrie et de la finance. Si l'on soumettait ces deux mesures au peuple, je suis convaincu qu'il les approuverait toutes les deux si on lui en soulignait la nécessité.

On ne lui a pas signalé cette nécessité. On ne dit pas aujourd'hui au peuple que cela est nécessaire. Le Gouvernement lui dit: "Donnez-nous l'autorisation d'agir, et, le jour où nous jugerons la conscription nécessaire, nous l'appliquerons dans les conditions que nous jugerons convenables, et cela sans consulter le Parlement. Nous avons demandé au peuple de nous donner toute liberté d'action. Nous demandons maintenant au Parlement de faire de même. Qu'on nous laisse faire comme si le Parlement n'existait pas." Cela ne suffit pas, étant donné le passé du gouvernement actuel.

C'est avec raison que l'honorable député de Richelieu-Verchères a dit, ou laisse entendre, que seul un petit groupe de profiteurs réclame la conscription des hommes, sans tenir compte de la nature de la contribution apportée jusqu'ici par le Canada au programme de guerre totale des Nations Unies. Depuis le commencement de la guerre, ces gens réclament à grands cris la conscription du capital humain pour la guerre et l'enrégimentation des ouvriers. Et cependant ils combattent toute mesure propre non seulement à conscrire les ressources matérielles et financières du pays mais à les mettre à la disposition du Gouvernement d'une façon positive et raisonnée.

Je n'ai que du mépris pour ce groupe de réactionnaires à courte vue qui sont plus

[M. MacInnis.]